

Leviers et barrières à la mise en œuvre de scénarios contrastés



Action 6

Leviers et barrières à la mise en œuvre de scénarios contrastés

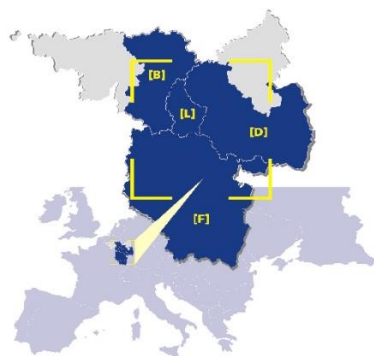
Avril 2022



AutoProt

Le projet vise à diffuser des pratiques et innovations permettant d'améliorer l'autonomie protéique des systèmes laitiers de la Grande Région mais également de cette Région considérée dans sa globalité. L'implication des acteurs tout au long du projet doit permettre une évaluation critique et une appropriation de ces innovations par le secteur afin d'en accroître la compétitivité. Elle permettra aussi de pérenniser les échanges entre ces acteurs au-delà des limites du projet. Après avoir partagé et appliqué une méthodologie estimant l'autonomie et la durabilité des exploitations et territoires, un recensement des innovations mobilisables en vue d'améliorer ces dimensions sera effectué. Une attention particulière sera apportée aux leviers offerts par une gestion de la problématique à l'échelle de la Grande Région, ainsi qu'aux mesures permettant de réduire les freins limitant l'adoption des innovations et bonnes pratiques identifiées.

AutoProt est un projet du programme INTERREG VA de la Grande Région cofinancé par le Fonds européen de développement régional. Sous la présidence de CONVIS, une coopération entre 10 organisations partenaires de la Grande Région est établi.



INTERREG V A Grande Région

INTERREG, ou la « coopération territoriale européenne (CTE) », s'inscrit dans le cadre de la politique de cohésion européenne. Cette politique vise à renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale en réduisant les différences de développement entre les différents territoires de l'Union européenne.

Financé par le « Fonds Européen de Développement Régional » (FEDER), INTERREG constitue depuis plus de 25 ans le cadre pour des coopérations transnationales, transfrontalières et interrégionales.

2014 était le point de départ de la 5e période de programmation INTERREG, qui se terminera en 2020. Le Programme INTERREG V A Grande Région soutient des projets de coopération transfrontalière entre acteurs locaux et régionaux issus des territoires qui composent la Grande Région.

Contact

CONVIS s.c.
4, Zone Artisanale et Commerciale
L-9085 Ettelbruck
Grand-Duché de Luxembourg
Tel : +352-26 81 20 – 0
Email: info@convis.lu

Pour le pdf de ce rapport, plus d'informations et de résultats, voir : www.autoprot.eu

Table des matières

Table des tableaux.....	V
Table des figures.....	VI
INTRODUCTION	- 1 -
1. Action 6 : scénarios et groupes de discussion	- 1 -
2. Recherche qualitative.....	- 2 -
2.1. Groupes de discussion.....	- 2 -
2.2. Échantillonnage	- 2 -
2.3. Contenu des discussions.....	- 4 -
3. L'autonomie (régionale) en tant qu'intérêt	- 6 -
3.1. Estimation et évaluation de l'autonomie protéique	- 6 -
3.2. Autonomie protéique : à quelle échelle ?	- 7 -
3.2.1. De l'autonomie au niveau de l'exploitation à l'autonomie régionale	- 8 -
3.2.2. Illustration du propos : barrières et opportunités à la mise en œuvre d'innovations	- 11 -
3.3. Difficultés de conceptualisation de l'autonomie régionale.....	- 12 -
4. Agriculture biologique	- 14 -
5. L'autonomie par l'efficience.....	- 16 -
6. L'autonomie protéique et la compétition feed-food	- 19 -
7. Conclusion	- 21 -
8. Bibliographie.....	- 23 -
Annexe 1: Impact des scénarios	- 25 -
Annexe 2 : Invitations.....	- 26 -
Annexe 3 : Echantillon.....	- 28 -

Table des tableaux

Tableau 1: Répartition des participants belges et Français au sein des groupes de discussion Français et des participants luxembourgeois et allemands au sein des groupes de discussion germanophones. -	3 -
Tableau 2: Répartition des participants belges et Français au sein des groupes de discussion Français et des participants luxembourgeois et allemands au sein des groupes de discussion germanophones. -	3 -
Tableau 3: Répartition des participants au sein des groupes de discussion en fonction de leurs activités professionnelles	- 3 -
Tableau 4: Scénarios présentés dans des groupes de discussion	- 5 -
Tableau 5: Références contextualisées à des obstacles ou opportunités pour la mise en œuvre d'innovations	- 11 -
Tableau 6: Occurrence de références à différents niveaux d'intervention	- 12 -
Tableau 7: Occurrence des références à l'agriculture biologique comme opportunité ou comme obstacle	- 14 -
Tableau 8: Références contextualisées des niveaux de production laitière (en diminution ou en augmentation) en tant qu'obstacles ou opportunités.	- 19 -

Table des figures

Figure 1 : Estimations, par les participants, de l'autonomie protéique au niveau de la ferme en Grande Région	- 7 -
Figure 2 : Vote des participants sur la probabilité du scénario "autonomie au niveau de la ferme"	- 8 -
Figure 3 : Vote des participants sur la probabilité du scénario AEI.....	- 16 -

INTRODUCTION

1. Action 6 : scénarios et groupes de discussion

L'action 6, dans son ensemble, était un volet du projet INTERREG AUTOPROT axé sur l'*upscaling* ou le changement d'échelle. En nous appuyant sur les travaux antérieurs de ce même projet, pensés à l'échelle de la ferme, nous avons exploré comment l'autonomie protéique pourrait être mise en œuvre au niveau de la Grande Région. En examinant les innovations identifiées (voir livrable 4.1.) et les tendances actuelles au sein du paysage agricole, nous avons élaboré quatre scénarios (voir livrable 6.1.): l'agriculture capitaliste, l'agriculture écologique intensive (AEI), l'agriculture biologique et l'agriculture autonome au niveau de la ferme (Julien et al., 1975). Ces scénarios ont fait l'objet d'une analyse quantitative pour vérifier s'ils pouvaient améliorer l'autonomie protéique à l'échelle locale et régionale et, le cas échéant, comment. Nous avons confronté ces résultats à d'autres indicateurs tels que l'impact sur la production laitière, l'utilisation de concentrés, les importations de soja, les émissions de gaz à effet de serre (CO₂/kg de lait) et l'utilisation des terres arables (voir les évaluations d'impact des scénarios à l'annexe 1). Cela nous a permis d'obtenir une première évaluation de chaque scénario.

Ces scénarios ont également été conçus pour servir de point de départ aux échanges entre les participants lors des groupes de discussion, c'est-à-dire d'ouverture au dialogue sur les défis et les opportunités perçus sur les différentes trajectoires. Ils ont fourni un contexte par rapport auquel les acteurs et agriculteurs ont pu considérer leurs arguments, qui seront analysés et détaillés ci-dessous.

2. Recherche qualitative

2.1. Groupes de discussion

A partir de la question "*Quels sont les freins et leviers à l'amélioration de l'autonomie protéique à l'échelle de la Grande Région ?*", nous avons décidé d'utiliser le dispositif de recherche du *focus group* ou groupe de discussion (Barbour, 2008 ; Baribeau & Germain, 2010 ; Domínguez Sánchez-Pinilla, 2010) avec des experts pour faire émerger les leviers et les freins au développement des scénarios décrits dans le livrable 6.1. Ces scénarios ont été construits pour être contrastés et susciter des échanges entre les acteurs du secteur quant aux défis et opportunités de chaque voie de changement. La méthodologie du *focus group* nous a permis de collecter des informations à la fois sur l'état actuel du secteur laitier (applicabilité des innovations, dynamique entre les acteurs, opportunités pour la chaîne de valeur, ...) et sur les perceptions et opinions subjectives des acteurs (interactions entre différents intérêts, expériences personnelles, volonté politique, relations de pouvoir, inclinations politiques, ...) (Merton & Kendall, 1946 ; Merton, 2008).

Il convient toutefois de noter que les groupes de discussion n'ont pas pu être organisés comme prévu, en présentiel, suite aux conditions sanitaires relatives à la COVID-19. Nous nous sommes donc tournés vers des alternatives en ligne et avons utilisé Microsoft Teams ainsi que les interfaces Google Jamboard¹ pour mener les sessions. La première plateforme a été utilisée pour communiquer oralement les uns avec les autres et la seconde comme support visuel aux discussions. Les groupes ont été séparés en deux langues : les acteurs s'exprimant en français, d'une part, et en allemand, d'autre part. Pour surmonter les barrières linguistiques qui auraient pu empêcher les intervenants de participer activement et confortablement, deux réunions ont été tenues en français (les 24 janvier et 24 février 2022, notées ci-dessous comme « FR1 » et « FR2 ») et deux en allemand (les 27 janvier et 21 février 2022, notées ci-dessous comme « GE1 » et « GE2 ») pour un total de quatre réunions. Les participants sont codés comme suit : « pays – groupe de discussion – ordre d'apparition ». Par exemple, un participant allemand (Ge) au deuxième groupe de discussion germanophone (2) qui est intervenu en premier (1) dans la discussion serait codé comme « Ge21 » (voir annexe 3).

2.2. Échantillonnage

L'échantillonnage des groupes de discussion a été effectué en trois vagues d'invitations par e-mail (voir annexe 2) et par téléphone. Trois grands types de profils ont été retenus : les conseillers et représentants (1), la recherche et l'éducation (2) et l'industrie de marché (3). Le premier profil comprend des personnes impliquées dans des syndicats, des fédérations, des associations ou des réseaux d'agriculteurs, ainsi que dans des services de conseil agricole et d'accompagnement ou de consultation. Le second profil comprend les personnes travaillant dans la recherche universitaire ou l'éducation, ainsi que dans la recherche et le développement de projets dans le secteur public, car ces deux domaines se recoupent souvent. Ces deux profils ont été sélectionnés en tant qu'« experts » des politiques publiques, des préférences des consommateurs, des questions environnementales, des réseaux d'acteurs de la production agricole, des pratiques des agriculteurs, de l'utilisation d'innovations, etc.

Le dernier profil, « marché » comprenait les acteurs de l'industrie de l'approvisionnement, de la transformation ou de la distribution (par exemple l'approvisionnement en suppléments, coproduits ou

¹ Disponible le 20 juin 2022 ici : <https://jamboard.google.com/>

laiteries), avec une expertise sur la concurrence, la dynamique du marché, l'organisation du secteur, les accords commerciaux et/ou la pertinence des innovations. Ce profil a été le plus difficile à enrôler, ce qui se reflète dans la répartition finale des activités professionnelles dans les groupes de discussion (voir tableau 2 et annexe 3).

À partir de ces profils, chaque pays partenaire a dressé une liste régionale de contacts entrant dans ces catégories et a procédé à l'envoi d'invitations jusqu'à atteindre le nombre cible de 8 à 12 participants (voir tableaux 1 et 2). L'objectif était de rassembler des groupes aux profils divers mais suffisamment homogènes pour qu'ils puissent facilement se comprendre et partager un ensemble commun de références (voir l'annexe 3 pour une description plus détaillée des profils) (Morgan, 2008, p.50). Dans ce cas, les participants provenaient d'organisations, d'organismes publics ou d'entreprises divers et de différentes régions, mais travaillaient dans le même secteur. Ils ont constitué ce que Goffman (1961) considère comme un groupe *agrégé*, c'est-à-dire un petit groupe homogène mais créé artificiellement et qui partage temporairement un objectif commun sur lequel concentrer son attention et ses connaissances (Hydén & Bülow, 2003).

Tableau 1: Répartition des participants belges et Français au sein des groupes de discussion Français et des participants luxembourgeois et allemands au sein des groupes de discussion germanophones

2022	Participants belges	Participants français	Total
24 janvier (FR1)	5	4	9
24 février (FR2)	4	4	8
	9	8	17

Tableau 2: Répartition des participants belges et Français au sein des groupes de discussion Français et des participants luxembourgeois et allemands au sein des groupes de discussion germanophones

2022	Participants luxembourgeois	Participants allemands	Total
27 janvier (GE1)	2	6	8
21 février (GE2)	7	3	10
	9	9	18

Tableau 3: Répartition des participants au sein des groupes de discussion en fonction de leurs activités professionnelles

Type d'activités	Nombre
(1) Recherche/éducation (universitaire, secteur public)	13
(2) Conseillers, représentants	15
(3) Industrie (approvisionnement, transformation, distribution)	7
Nombre total de participants	35

2.3. Contenu des discussions

Après les présentations des membres de l'équipe, des modérateurs et des participants, nous avons annoncé l'objectif de la réunion avec une présentation du projet et de l'Action 6. Les « règles du jeu » ont ensuite été établies, afin d'informer les experts sur leur rôle et leur contribution attendue au groupe de discussion.

Nous sommes ensuite passés à la section « contextualisation » du groupe de discussion, où les participants ont estimé l'autonomie protéique moyenne d'une ferme laitière de la Grande Région (vote sur la plateforme Google JamBoard). Cette étape a permis de les engager sur le sujet et de les familiariser avec les outils interactifs en ligne. Lorsque la réponse a été révélée, une discussion s'est ensuivie sur les facteurs à l'origine du nombre et de l'intérêt d'améliorer l'autonomie protéique (au niveau régional). Nous avons ainsi pu réfléchir aux causes qui nous amènent à reconsidérer l'autonomie protéique et la pertinence de cette recherche, et si celle-ci était enracinée dans les réalités vécues par les participants. Ceci était donc la première étape d'une construction d'un objectif commun.

Trois scénarios ont été présentés à chacun des groupes, ce afin de limiter le temps des discussions à une durée raisonnable (2 heures) et de permettre à chaque scénario d'être discuté au moins une fois dans chaque langue (voir tableau 4). Le scénario de l'agriculture capitaliste a été présenté dans chaque groupe de discussion comme un scénario « *business as usual* ». Ce scénario ne conduit pas à une augmentation de l'autonomie protéique (voir l'annexe 1), de sorte qu'il n'y a pas eu de discussion sur la façon de le mettre en œuvre. Néanmoins, il a été utile pour situer les réponses des participants par rapport à ce modèle axé sur le marché de l'import-export (Van der Ploeg & Jingzhong, 2016; Van der Ploeg, 2018; Robinson, 2018; Bignebat & al., 2019), ou comme base de référence pour établir les attitudes des participants (Krueger, 1997) ainsi qu'un *terrain commun de communication* (Hydén & Bülow, 2003). À partir de ce scénario, nous avons entamé une réflexion sur les impacts négatifs qui devraient être éliminés en changeant les modèles agricoles pour améliorer l'autonomie et les impacts positifs qui devraient être maintenus. Nous voyons cette question comme la deuxième étape de la construction d'un objectif commun, en y ajoutant de la substance, ainsi qu'un moyen d'aborder l'agriculture capitaliste sous un jour plus nuancé, sans imposer un ensemble de valeurs aux participants.

Les discussions suivantes sur chaque scénario ont mis en évidence la façon dont leurs impacts potentiels sont perçus au sein du secteur. Ces échanges ont mis en avant des freins et leviers à la mise en œuvre de ces scénarios.

Chaque groupe de discussion a été enregistré et transcrit par les modérateurs. Ces données ont été utilisées pour effectuer une analyse qualitative thématique du discours des participants, afin de la combiner avec l'analyse quantitative réalisée en 2021.

Tableau 4: Scénarios présentés dans des groupes de discussion

	Comme d'habitude	Scénario 1	Scénario 2
FR1	Agriculture capitaliste	Agriculture écologiquement intensive (AEI)	Autonomie au niveau de la ferme
FR2	Agriculture capitaliste	Agriculture biologique	Autonomie au niveau de la ferme
GE1	Agriculture capitaliste	Agriculture écologiquement intensive (AEI)	Agriculture biologique
GE2	Agriculture capitaliste	Agriculture biologique	Autonomie au niveau de la ferme

Un fait en particulier sur le contenu des groupes de discussion est devenu pertinent dans l'analyse du discours : celui de la différence de dynamiques dans les groupes germanophones et francophones. Les participants luxembourgeois et allemands avaient tendance à intervenir pendant une plus longue période de temps et avec des arguments structurés. Nous nous sommes donc retrouvés avec un plus petit nombre d'opinions par participant, et moins de dialogue ou de débat. Les participants franco-belges avaient, eux, tendance à s'exprimer plus spontanément, répondre, exprimer son accord ou désaccord, rebondir sur l'argument d'une autre personne et, par conséquent, construire un argument d'ensemble. Les données sont donc de natures différentes. D'un côté nous disposons de comptes rendus détaillés des opinions et de l'expérience de chaque participant alors que de l'autre côté nous avons un plus grand nombre d'interventions par participant et donc une meilleure appréhension de l'existence d'un consensus au sein du groupe.

3. L'autonomie (régionale) en tant qu'intérêt

3.1. Estimation et évaluation de l'autonomie protéique

Les participants, après les salutations et les présentations, ont été confrontés à l'évaluation de l'autonomie protéique comme une nécessité pour les fermes et/ou pour la Région. Il leur a d'abord été demandé de produire une estimation de l'état actuel de l'autonomie protéique des exploitations de la Grande Région, sur une échelle allant de 20 à 90%. Après avoir révélé la réponse (67 %, arrondie à 70 %) – calculée sur base des données disponibles dans le projet² – les participants ont pu aborder de manière critique leurs idées préconçues ainsi que les itinéraires possibles afin d'évoluer au départ de ce point.

Les participants ont voté sur la plateforme en ligne, et placé leur vote sous leur estimation. Cependant, nous n'avons pas pu enregistrer tous les votes car comme il s'agissait de la première question, qui visait à les acclimater à l'outil en ligne, certains ont eu des difficultés à accéder ou à manipuler le système.³ De plus, comme le vote était à main levée, certaines personnes ont mis leur vote entre deux chiffres. Cela s'est produit pour 3 votes : 2 entre 60% et 70%, qui ont ensuite été notés dans le tableau comme 65%, et 1 entre 70% et 80%, qui a été noté comme 75%. Au total, 25 des 35 électeurs ont voté en dessous de 70% tandis que seulement 1 personne a voté pour un nombre supérieur. 9 personnes avaient donc « correctement » évalué le pourcentage. Ce que nous pouvons déduire *prima facie* de cette question, c'est que les experts avaient tendance à être plus pessimistes quant au niveau d'autonomie protéique dans les fermes laitières de la Grande Région.

Dans ce cadre, une des limitations concerne le biais de conformité des votes dû au système de « vote à bulletin ouvert ». Ce biais est un effet socio-psychologique concernant les décisions de groupe (Moscovici & Faucheux, 1972). Étant donné que les opinions des participants étaient transparentes et accessibles directement, ces derniers ont probablement été affectés par les suppositions des congénères. Plus important encore, nous ne pouvons pas dire de manière objective que les personnes qui ont voté '70%' « avaient raison », car elles n'avaient aucune information préalable sur la façon dont l'autonomie protéique a été mesurée et quel indicateur a été pris en compte. Les votes étaient essentiellement « aveugles » ou mal informés. Les participants eux-mêmes s'en sont rapidement rendus compte et ont été curieux en ce qui concerne les détails du chiffre, et de la méthodologie qui le sous-tend. En effet, ils ont creusé l'impact de divers indicateurs sur les résultats, comme l'échantillonnage des exploitations entre les différentes régions (Be1.1; Fr2.2), les années de référence (Fr1.3) et si différents indicateurs ont été pris en compte dans le calcul, tels que l'apport de protéines par rapport à la production (De1.5) ou la prise en compte du jeune bétail (Lu1.2).

Ce qui est intéressant, c'est qu'après avoir clarifié ce que représentaient ces 70 %, la plupart des participants se sont dits en être satisfaits, tout en reconnaissant généralement qu'il y avait encore place à de l'amélioration. Par exemple, la participante Lu1.1. a dit qu'elle pensait que c'était un « bon chiffre » et qu'elle est « étonnée » parce qu'elle pensait que c'était inférieur à 60%. De1.4 est d'accord et répond que les gens ont tendance à « sous-estimer » l'autosuffisance. Quelqu'un fait valoir que cela

² 67% (+/- 16%) est la moyenne de l'autonomie protéique ingérée obtenue en utilisant un ensemble de données de 217 fermes laitières de la Grande Région, comme décrit dans le livrable 3.1, section 4.1. Disponible le 20 juin 2022 ici : https://www.autoprot.eu/wp-content/uploads/2021/02/20210719_3.1_FR_final-2.pdf

³ Dans ce cas, les 35 participants ont pu enregistrer leur vote, mais par la suite, nous avons rencontré des problèmes techniques qui ont affecté le processus de vote.

pourrait représenter un bon équilibre entre rentabilité et autonomie, et que l'on ne pourrait probablement pas améliorer un facteur sans négliger l'autre (De1.6).

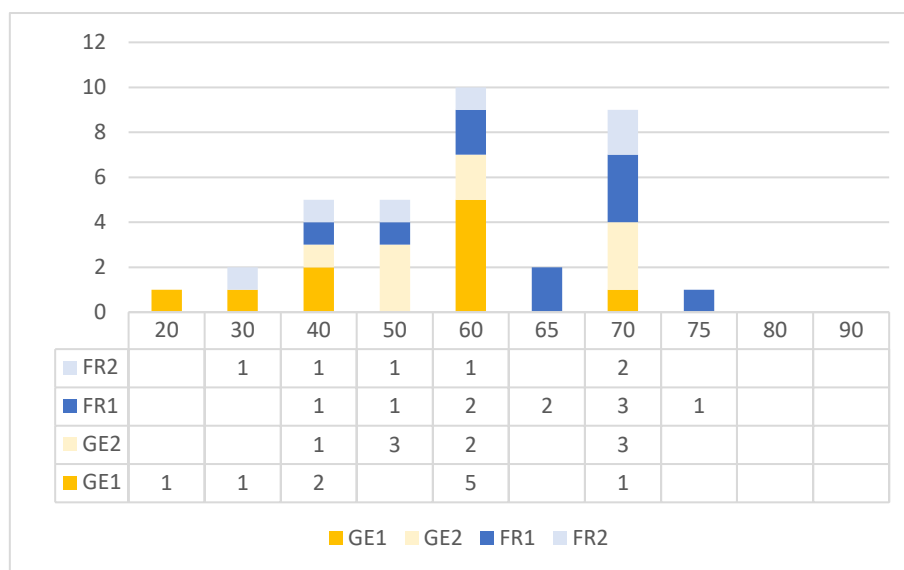


Figure 1 : Estimations, par les participants, de l'autonomie protéique au niveau de la ferme en Grande Région

Même s'il y avait un consensus clair sur le fait que ce nombre était satisfaisant, certains ont admis que l'on pouvait toujours s'améliorer, en particulier en ce qui concerne l'efficacité de la gestion des fourrages (Be1.3; Fr1.1; Lu2.7), y compris le potentiel sous-exploité offert par les prairies (De1.6).

Au total, seules trois personnes ont exprimé l'opinion d'une autonomie nettement insuffisante. Selon l'une d'entre elles, « la quantité qui doit être importée est encore considérable » (Lu2.2). Un participant belge mentionne que ce chiffre doit être confronté à ses propres limites, car « *[si] vous prenez une exploitation où ils ont une ration à 2/3 mais 1/3 d'herbe, ils ont une ration moyenne qui fait du 11-12 de protéines et il en faut 16 pour une vache laitière. Donc (...) ils sont à 70% de d'autonomie en termes de protéines alors qu'en fait ils ne sont absolument pas du tout du tout autonomes* » (Be2.4). En d'autres termes, le chiffre semble élevé mais c'est une autre histoire lorsqu'il est traduit en quantités réelles. Une ferme utilisant du maïs ne serait pas si loin de ce chiffre alors qu'un éleveur valorisant des pâturages pourrait certainement viser plus haut. « *Produire moins que cela, ce serait quand même sérieusement inquiétant* ». Il ajoute également que l'on devrait s'intéresser davantage aux extrêmes derrière la moyenne, c'est-à-dire à l'écart entre les exploitations les plus autonomes et celles qui ont « 30 ou 40 % d'autonomie ».

3.2. Autonomie protéique : à quelle échelle ?

La discussion autour de l'autonomie protéique a donc commencé par l'idée que l'autonomie protéique n'était pas dans une situation particulièrement précaire, bien que cela ait été surprenant. Cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas d'intérêt, puisque la simple présence des participants indiquait qu'ils étaient liés à cette question. Certaines personnes ont d'ailleurs spécifiquement exprimé cet intérêt lorsqu'elles se sont présentées à l'auditoire (Fr1.4 ; Be1.1 ; Be1.2 ; Be2.4), mais l'idée que l'autonomie n'est peut-être pas un problème aussi grave qu'on le pensait est restée prégnante tout au long de la discussion et peut avoir détourné la discussion des solutions. De fait, certains arguments ultérieurs étaient

d'avantage orientés vers les obstacles que les opportunités, avec une certaine retenue à l'égard des avantages marginaux qu'une plus grande autonomie pourrait apporter.

3.2.1. De l'autonomie au niveau de l'exploitation à l'autonomie régionale

Ceci est particulièrement vrai pour le scénario d'autonomie au niveau de la ferme. Les participants ont généralement considéré ce scénario comme probable (voir figure 2) et favorable, mais un facteur limitatif était qu'il représenterait une charge inutile pour les agriculteurs et les consommateurs.

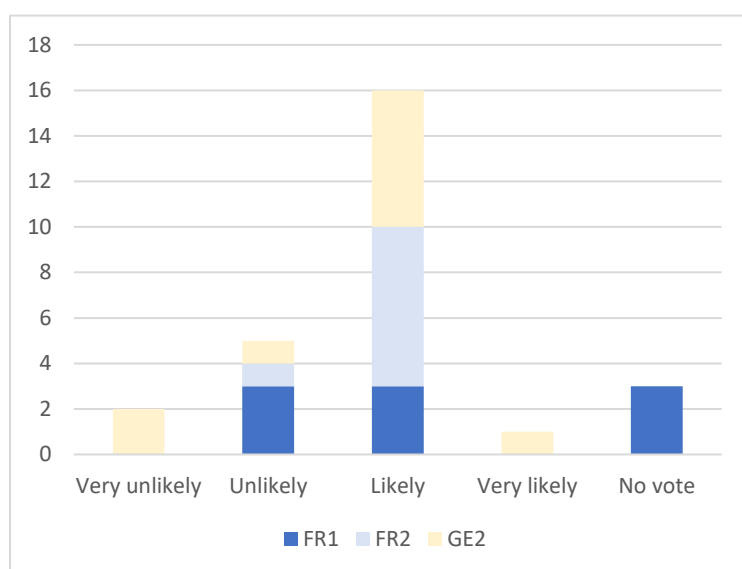


Figure 2: Vote des participants sur la probabilité du scénario "autonomie au niveau de la ferme"

En effet, deux groupes de discussion sur trois avaient une majorité de personnes reconnaissant la probabilité du scénario « autonomie au niveau de la ferme ». Dans le groupe GE2, les votes pour ce scénario ont été divisés entre « probable » et « improbable ». Néanmoins, dans les trois groupes, ce scénario était généralement considéré comme souhaitable parce qu'il était plus durable (Lu2.2; Lu2.5). Certains ont également fait valoir qu'il est logique, économiquement parlant, de réduire les coûts des intrants, en particulier si les prix des combustibles fossiles continuent

d'augmenter (De2.3; Lu2.5; Lu2.7). Cette situation signifiera alors que « les exploitations agricoles seront obligées de s'efforcer d'être plus autosuffisantes » (Lu2.7). Néanmoins, et en contradiction avec cette affirmation, la **viabilité économique** de ce type de modèle agricole a été considérée comme la principale préoccupation et le principal obstacle, lié aux coûts et à la main-d'œuvre supplémentaire associés à l'autonomie au niveau de la ferme.

Dans le groupe germanophone (GE2), la question a été exprimée en termes de « **comptabilité des coûts réels** ». Si l'opportunité principale est la durabilité, la principale préoccupation est de savoir si le prix suivra le travail supplémentaire requis par cette voie, et si c'est le cas, si les consommateurs seraient prêts à payer pour ce "coût de durabilité" (Lu2.7 ; Lu2.1 ; Lu2.2 ; De2.1.). Il y a donc deux conditions à ce dilemme du coût réel. Premièrement, le marché devrait surmonter sa tendance à offrir des produits bon marché et les prix refléter d'autres facteurs, tels que les coûts de l'énergie et de la main-d'œuvre équitable, au lieu d'un marché libre basé uniquement sur la concurrence. Comme les participants l'ont exprimé, cela nécessiterait un changement fondamental des pratiques dans l'industrie régionale. Deuxièmement, c'est le consommateur qui devrait assurer cette différence et assumer ce fardeau, et la question de savoir si cela est juste ou acceptable reste également en suspens: « *Que devrait coûter le lait ou quel serait le prix du lait lorsque l'exploitation est aussi autosuffisante que possible ? Et quel serait le taux d'acceptation parmi les consommateurs ?* » (Lu2.2).

Des arguments similaires ont été avancés dans les groupes francophones, mais exprimés dans un type de discours différent. Bien qu'ils aient conclu que l'autonomie au niveau de l'exploitation devrait être

poursuivie comme objectif parce qu'elle peut conduire à une situation plus durable économiquement et écologiquement (Be1.1; Be1.4; Be2.4; FR2.3), l'argument a été atténué par des inquiétudes sur les pressions qui pèsent déjà sur les épaules des agriculteurs et le manque de valorisation de la part de l'industrie des prix du lait « de qualité ». En fait, l'accent a été mis sur les injonctions contradictoires préexistantes que subissent les agriculteurs et sur la façon dont il peut être injuste de (re-)changer de cap au niveau des politiques publiques vers plus d'autonomie (Be1.3; Fr1.4, Be1.1). Be1.3, par exemple, partage son aperçu de ces injonctions et de cette impasse : *« C'est compliqué parce qu'il y a énormément d'objectifs, des demandes qui viennent des laiteries, des consommateurs, du côté sociétal, et l'éleveur a aussi des objectifs de développer son activité. Et tout n'est pas toujours compatibles. Et moi je trouve qu'il y a beaucoup d'éleveurs qui sont bien paumés dans l'histoire. Et donc ils prennent une fois à gauche, une fois à droite et puis après ils savent plus trop »*. Les agriculteurs ne sont donc pas mis dans la bonne position pour prendre des risques et innover (Fr2.2; Fr2.3; Be2.2; Be2.4). Une situation qui a été exprimée en FR2 comme une « barrière psychologique » : *« le volet psychologique il est vraiment juste sur cette partie de production moindre. Et donc du coup, derrière, la rentabilité... mais qui va être liée aux filières, enfin ce qu'ils s'imaginent de la filière »* (Be2.4.).

Nous pouvons voir ici qu'au lieu des consommateurs, les participants de ces deux groupes ont souligné le rôle des laiteries dans le contrôle du marché et la manière dont elles ne valorisent pas certains modèles de production, comme le lait à l'herbe et/ou les fermes autonomes (Fr1.4; Be1.2; Be1.3; Be2.4). Les laiteries valorisent la quantité, ce qui pour les participants entre en conflit avec la qualité et interfère donc négativement dans les processus de tarification (Be1.2; Be1.3).⁴ L'autonomie au niveau de la ferme leur a été présentée comme entraînant une diminution des quantités de production et selon les participants, l'autonomie au niveau de l'exploitation n'est possible que si le marché est capable de valoriser ce passage de la quantité vers la qualité en ajustant les prix (Be1.2; Be1.3; Be2.3). Il est également intéressant de noter qu'au lieu d'une comptabilité des « coûts réels », ces deux groupes francophones avaient également tendance à considérer les défaillances de prix comme une question de « **juste prix** ». Ces deux concepts sont connectés mais bien distincts. Le coût réel est davantage préoccupé par le fait de refléter toutes les étapes de la production qui peuvent être habituellement non comptabilisées ou « cachées » (comme les émissions de gaz à effet de serre ou d'autres externalités négatives telles que les conséquences sur la santé et le travail injustement rémunéré), une idée qui peut être reliée aux discours sur l'économie verte (Baker et al., 2020; Hendriks, 2021). La notion de juste prix se concentre principalement sur la relation consommateur-producteur et sur la façon dont l'argent peut être un reflet équitable du travail du producteur (qualité, travail manuel, investissements, préoccupations éthiques pour la biodiversité ou le bien-être animal) ainsi que des besoins du consommateur (accessibilité, pouvoir d'achat, ...) (Clark et al., 2021; Hammelman, 2022). Au-delà de leurs différences, ici, les deux termes sont utilisés pour critiquer la dynamique du marché mondial inégalitaire qui ne permettent qu'aux échelons supérieurs de la chaîne de production alimentaire de bénéficier d'un prix relativement faible.

Nous pouvons constater que dans les deux cas, la question de la rentabilité pour les agriculteurs est au premier plan. Lorsque la question est considérée comme provenant d'un intermédiaire, comme les laiteries, l'une des solutions est de le contourner. Dans un groupe (FR2), les participants ont discuté de la possibilité de récupérer la valeur ajoutée de ce modèle de production en s'émancipant des laiteries

⁴ Be1.3 dit que nous devrions parler de "kilos de lait utile produit plutôt que de lait produit", car sinon nous ne produisons que de "l'eau blanche" au lieu de lait nutritif.

et en investissant un marché alternatif comme les circuits courts et la vente directe (Be2.2; Be2.3; Be2.4). C'est là que le concept d'« autonomie » est compris dans son sens le plus large.

Une autre voie privilégiée par la plupart des participants de tous les groupes de discussion est celle de l'autonomie au niveau régional. Par exemple, dans le même groupe de discussion, après la discussion sur l'émancipation par l'autonomie, une personne évoque son désaccord : *« c'est pas du tout possible pour toutes les fermes [selon leur structure], même s'il y a la volonté. (...) Non, moi je verrais plutôt vraiment une autonomie au niveau des différentes régions »* (Be2.1). Ici, nous pouvons voir que le fait d'ajouter des contraintes au travail et aux investissements des éleveurs par l'autonomie à la ferme conduit à appréhender l'autonomie régionale comme une alternative plus raisonnable. Be1.1, par exemple, dit qu'en raison de ces difficultés financières, *« il faut le voir à l'échelle plus large que celle de l'exploitation et on ne peut pas demander à chaque producteur d'être autonome »*.

Les participants ont en effet profité de la discussion sur les obstacles liés à ce scénario pour confirmer leur intérêt pour l'autonomie régionale, en particulier lorsque l'on considère des barrières supplémentaires comme les conditions pédoclimatiques (Be2.1; Fr2.2; Fr2.3; Fr2.4). ou la structure de la ferme. Dans le groupe FR1, les participants ont discuté des régions propices au pâturage et à la façon dont cela constituait un obstacle à la diversification des cultures et à la production de ressources présentant des teneurs en protéines élevées (voir points 581 à 594; Be1.2; Be1.3; Be1.4) : *« On a des zones où on ne fait que de l'élevage, où on ne peut faire que de l'élevage (...). Il y a des zones où on ne peut faire que des cultures. Et on peut avoir cette autonomie à cette échelle-là »* (Be1.4).

Le groupe GE2 a suivi ces deux raisonnements et justifié sa préférence pour l'autonomie régionale parce que la création d'un autre marché commercial régional serait en mesure de surmonter l'obstacle de la rentabilité à l'échelle de l'exploitation (De.2.2) et permettrait à différentes régions d'utiliser leurs terres en fonction de leurs conditions pédoclimatiques et traditions structurelles (Lu2.7).

3.2.2. Illustration du propos : barrières et opportunités à la mise en œuvre d'innovations

Ces discours peuvent être illustrés par les préférences exprimées par les participants à l'égard de certaines innovations qui ont été discutées (voir tableau 5).

Tableau 5: Références contextualisées à des obstacles ou opportunités pour la mise en œuvre d'innovations

	A : BARRIERES	B : OPPORTUNITÉS
1 : Production d'aliments concentrés	2	1
2 : Coproduits et échanges	6	22
3 : Légumineuses et protéagineux	14	5
4 : Ensilage et bonnes pratique de récolte	2	6
5 : Gestion du troupeau	7	5
6 : Optimisation du pâturage	3	9
7 : Réduction de l'apport en protéines	2	2
8 : Réduction du troupeau	1	3
9 : Vêlage groupé	1	1
10 : Autres	1	6
Total	39	60

Les innovations qui ont été les plus discutées sont les légumineuses et protéagineux (14 références contextualisées) et les coproduits (22 références contextualisées). Les participants avaient généralement une attitude positive vis-à-vis des coproduits, notamment pour les opportunités qu'ils apportent à l'idée d'économie circulaire entre secteurs de l'industrie et/ou entre exploitations : « (...) *La complémentarité, la circularité entre les exploitations, mêmes de cultures et des exploitations d'élevage, hein... y'a le fumier qui va dans un sens, des coproduits qui reviennent dans l'autre.* » (Be2.3). Nous avons ici l'idée qu'il existe un potentiel inexploité dans ce marché des coproduits et « *ce serait dommage pour l'autonomie d'un territoire de se passer de ces protéines-là* » (Fr2.2).

Par opposition, nous pouvons voir que les légumineuses et les protéagineux, les innovations dont les barrières ont été les plus citées, sont considérés comme « *très peu rentable[s]* » (Be1.2), car ils sont chers à produire (Lu1.2 ; De1.4 ; Be2.4) et inadaptés au climat de la Grande Région (Fr2.2) - même si cela pourrait changer à l'avenir en raison du changement climatique (Be2.2.). En bref, ces cultures ne conduisent pas à un rendement stable dans les conditions pédoclimatiques actuelles et ne sont pas encore rentables. En ce qui concerne la deuxième innovation la plus impopulaire - la gestion du troupeau (changement de race) - ces types d'innovation nécessitent des ajustements structurels au niveau de l'exploitation.

Par conséquent, les coproduits semblent être une innovation plus avantageuse, ou en tout cas séduisante. Toutefois, cette opportunité n'est pas sans limites. Les participants ont souligné des obstacles importants à ce marché dit « inexploité », à savoir la concurrence avec d'autres secteurs agricoles comme les monogastriques (De1.3 ; Be1.4). « *La vache est un ruminant. Notre tendance à*

vouloir les nourrir comme des monogastriques ne peut pas être bonne, finalement. Il y a certainement de meilleures utilisations à ces produits ». (Lu2.7)

3.3. Difficultés de conceptualisation de l'autonomie régionale

Nous avons vu comment l'intérêt des participants pour l'autonomie régionale réside principalement dans leur réticence à ajouter une charge (financière) jugée inutile aux agriculteurs. La responsabilité de l'amélioration de l'autonomie protéique se déplace donc à une autre échelle : vers les marchés et les politiques régionaux. Se pose alors la question de la mise en œuvre d'une telle transformation, et c'est là que sont apparues les limites de la notion de « Grande Région ».

Tableau 6: Occurrence de références à différents niveaux d'intervention

	Local	Territoire	Régional	Grande Région	Global
FR1	5	6	9	3	1
FR2	3	4	11	1	4
GE1	0	0	9	1	1
GE2	0	0	5	4	3
Total	8	10	34	9	9

Nous avons regardé le nombre de références à la Grande Région tout au long des échanges et le manque d'appropriation et d'identification à cette échelle d'action est nettement apparu.⁵ Sur un total de 9 mentions spécifiques (voir tableau 6), une visait à la dénoncer : « *on est tout le temps mobilisé pour des collaborations sur la Grande Région. Alors c'est très bien de collaborer entre personnes. Sauf qu'en fait, actuellement, il n'y a pas de de réalité politique derrière.* » (Be2.4). Ce manque de « réalité » derrière la Grande Région peut expliquer pourquoi les participants ont des difficultés à parler de cette entité et se sont rabattus sur un terrain plus familier : leur territoire ou leur région, telle qu'ils le/la comprennent. Dans la littérature française, un « territoire » décrit les interrelations entre des espaces, plus ou moins définis, des acteurs et des institutions (Prévost et al., 2014 ; Madelrieux et al., 2017). La barrière de la langue ne nous permet pas de tirer les mêmes conclusions dans les groupes germanophones, mais dans les groupes francophones, ce terme fait référence aux relations que les personnes (acteurs) entretiennent avec un territoire (espace) et les normes, valeurs et pratiques (institutions) qui y sont liées. Ce lien peut expliquer pourquoi les participants parlent de la Grande Région comme *faisant partie* d'autres entités spatiales, d'un territoire ou d'une région, car ils essaient de lier un concept qui leur est peu familier à d'autres qui leur sont connus.

Par exemple, Fr1.1 dit qu'il est sensible à la question de l'autonomie « territoriale », puis corrige son propos en disant : « *enfin, à l'échelle d'une région ou d'une Grande Région* ». Nous pourrions finalement conclure que dans ce contexte, la région spécifique à laquelle nous nous référons ne semble pas avoir d'importance, puisqu'ils semblent souvent utiliser ces termes de manière interchangeable - en associant souvent « territoire » et « échelle régionale ». Ce qui compte, c'est la mise en relation des industries et des politiques publiques, et que ce soient elles qui portent la responsabilité d'améliorer l'autonomie protéique. Ainsi, Be1.1 nous dit qu'« (...) *on doit plutôt réfléchir à l'échelle régionale, au*

⁵ Nous avons compté une référence comme une mention contextualisée, c'est-à-dire que le participant a utilisé le terme dans le cadre d'une réflexion autour de l'autonomie protéique. Lorsque la référence n'était pas pertinente, elle n'a pas été comptée dans le tableau 7.

niveau du territoire et voir s'il n'y a pas des synergies ou des collaborations qu'il pourrait y avoir entre producteurs, qui ne sont pas tous nécessairement des producteurs laitiers. ».

4. Agriculture biologique

L'agriculture biologique (bio) était le scénario le plus étroitement lié à l'autonomie au niveau de la ferme, car dans la typologie qui a été utilisée pour créer notre base de données (voir le livrable 6.1), les exploitations biologiques avaient le meilleur taux de performance au niveau d'autonomie (autosuffisance en protéine alimentaire, voir livrable 3.1⁶). Elles représentaient donc une voie claire pour l'autonomie protéique. Cependant, l'agriculture biologique ne peut pas être prise en compte uniquement au niveau des pratiques implémentées en ferme, car elle est également fortement réglementée et investie politiquement. L'Union Européenne, par exemple, a établi l'objectif global, d'ici 2030, d'atteindre 25% des surfaces agricoles en agriculture biologique, dans le cadre de son pacte vert, le *Green Deal* (Commission européenne, 2019 ; Guyomard et al., 2020 ; Montanarella & Panagos, 2021). Les États membres et les régions, suivant cette politique, ont par la suite fixé des objectifs soit similaires, soit plus ambitieux. Elle a donc été sélectionnée comme tendance et comme scénario en raison de cette échelle d'intervention supérieure (Agnolucci & De Lipsis, 2020).

Tableau 7: Occurrence des références à l'agriculture biologique comme opportunité ou comme obstacle

	Opportunité	Barrière
Agriculture biologique (total)	21	49
FR2	12	15
GE1	5	21
GE2	4	13

Le scénario « agriculture biologique » a été présenté aux groupes FR2, GE1 et GE2. Dans ce cas, il semble qu'il y ait eu un certain consensus sur l'agriculture biologique dans les groupes de discussion et que les discussions sur les obstacles ont dominé celles sur les opportunités (voir tableau 7).

Dans les groupes FR2 et GE1, les arguments étaient similaires à ceux de l'autonomie des exploitations, en ce sens que le manque de valorisation était considéré comme le principal obstacle. Les participants expliquent ce problème de valorisation comme venant parfois des consommateurs, parfois des laiteries. Quoi qu'il en soit, les participants s'accordent à dire que le lait biologique est acheté à des prix trop bas (Fr2.4 ; Be2.4 ; Lu1.1 ; De1.5 ; Lu2.5) et que les marges bénéficiaires liées au passage de l'agriculture conventionnelle vers l'agriculture biologique sont trop faibles (Be2.2 ; De1.1 ; De1.2 ; De1.3 ; De1.5 ; Lu1.1 ; Lu2.1 ; Lu2.3 ; De2.2). D'après leurs témoignages, le marché du lait biologique est saturé. Par exemple, l'un d'entre eux raconte : « Il y a un an... nous avons calculé la conversion de l'agriculture conventionnelle à l'agriculture biologique. D'abord, aucune laiterie de notre région ne voulait prendre le lait. Nous avons demandé à trois d'entre elles, chacune a dit non » (Lu1.1). D'un point de vue allemand également : « Je ne vois pas de marché croissant pour les produits biologiques (...). Une partie du lait biologique est vendue comme du lait conventionnel, et disparaît dans la chaîne de production conventionnelle. (...) Les prix doivent être mieux conçus » (De1.1).

Un point positif qui est ressorti est que l'agriculture biologique est toujours considérée comme une voie écologiquement durable (Be2.1). Cependant, même sur ce point, les avis divergent. Une personne est intervenue en GE2 en disant qu'« il n'est pas nécessairement certain que, par exemple, un sol issu

⁶ Disponible sur le site autoprot.eu

de l'agriculture biologique soit désormais aussi biologiquement plus dynamique, plus actif et plus sain » (Lu2.6). Moins d'intrants ne serait donc pas nécessairement synonyme de « sol vivant ». Cette intervention reflète également le fait que l'agriculture biologique n'est pas un type d'agriculture en soi. Elle est aussi diverse et certaines pratiques peuvent être bénéfiques pour l'environnement, mais elles ne sont pas exclusives à l'agriculture biologique. Cette affirmation peut être reliée aux discours d'autres participants qui pensent que l'agriculture conventionnelle et l'agriculture biologique convergent sous la pression des prix des intrants, des politiques et des normes et réglementations écologiques (De2.1 ; De2.3 ; De1.5 ; De2.2). Lorsque l'un d'entre eux déclare que « *peu importe si c'est biologique ou non, tant que c'est bon pour le sol* » (De2.1), il exprime le fait qu'il soutient l'agriculture écologique et non une stricte dichotomie entre deux modèles.

« Je pense qu'il y a une évolution qui va se faire, simplement due au renchérissement de l'énergie et donc des engrais azotés, des compléments protéiques et de la diminution des ressources, tout simplement. (...) Enfin parfois il y a des dirigeants mondiaux qui accélèrent un peu le mouvement. (...) En plus... il y a la diminution de l'utilisation de pesticides. Il y a plein de produits qui sont interdits, on commence à entendre des agriculteurs conventionnels dire "oh, de toute façon, on n'aura pas le choix, on va tout nous interdire", on l'entend très souvent. Donc je pense qu'on va vers ça, je ne sais pas à quel rythme, mais je pense qu'on y va. » (Be2.2)

Ce type de raisonnement renforce l'idée qu'il n'y aura bientôt plus de valeur ajoutée dans la production de lait biologique. C'est également un problème car on s'inquiète de la pérennité des subventions (Be2.3 ; Fr2.2 ; FR2.4 ; Lu1.2). « *Le secteur n'est pas viable si on ne conserve pas ces aides. (...) Pas de prime, y'a pas de viabilité* » (Be2.4) et « *Jusque quand et jusqu'où l'État peut-il payer ?* ». (De1.3). Les subventions ne sont pas perçues comme étant économiquement durables ou résilientes. Le discours pourrait se résumer ainsi : si les pratiques biologiques doivent être privilégiées en raison de leurs services écologiques, le marché biologique n'est pas viable en l'état.

Alors, que restera-t-il de l'agriculture biologique ? D'après ces discussions, il est possible que l'agriculture biologique plafonne en tant que modèle. Un participant nous a également rappelé qu'il ne s'agit pas d'un modèle agricole unifié mais d'un label qui englobe une variété de pratiques (Be2.4), et que celles-ci se diluent de plus en plus vers une nouvelle norme. « *Il pourrait être positif d'utiliser les synergies du secteur conventionnel et du secteur biologique. Si nous y parvenions, ce serait plus facile en agriculture et nous pourrions fermer les cycles.* » (De2.3)

Mais cela ne signifie pas que l'agriculture biologique se fondera entièrement dans l'agriculture conventionnelle, car les participants concèdent qu'il existe encore une certaine place pour elle. Parmi les pratiques bénéfiques citées, le pâturage est celle qui est la plus valorisée par les participants et celle qui offre un certain avenir à l'agriculture biologique dans le paysage de la Grande Région. Pour ces acteurs, l'agriculture biologique est viable dans certaines conditions écologiques, à savoir les régions herbagères (De1.4 ; De1.5 ; Lu1.2 ; Lu2.7), et comme nous l'avons déjà évoqué, la production de cultures n'est pas possible sur toutes les surfaces. Ainsi, « *l'agriculture biologique devrait se concentrer sur ces surfaces [de pâturage]* » (Lu1.2).

5. L'autonomie par l'efficience

Le scénario d'agriculture écologiquement intensive (AEI) a été présenté dans deux groupes de discussion : FR1 et GE1. Il présentait une amélioration de l'autonomie protéique par une utilisation efficace et durable des ressources naturelles disponibles (Boiral, 2005 ; Bonny, 2010 ; Griffon, 2013). Il s'agissait essentiellement de tester l'adhésion des participants à l'idée d'arriver à une certaine autonomie par l'efficience. Nous avons pu constater dès le début des discussions que cette idée reflète la perception qu'ont certains participants des solutions pour améliorer l'autonomie protéique. Dans le groupe FR1, lors de la discussion sur l'état actuel de l'autonomie protéique dans la Grande Région, il y a eu quelques interventions sur les pertes en protéines le fait qu'elles pourraient être causées par les pertes d'efficience. Be1.3 explique pourquoi les agriculteurs belges ne sont pas autonomes dans les termes suivants : « *on sait pertinemment bien que voilà, les rations ne sont pas toujours bien calées, il y a des pertes plus ou moins forte d'une année à l'autre. Et là, il y a quelques points où on peut encore améliorer, à l'échelle de l'exploitation, en fait* » (Be1.3).

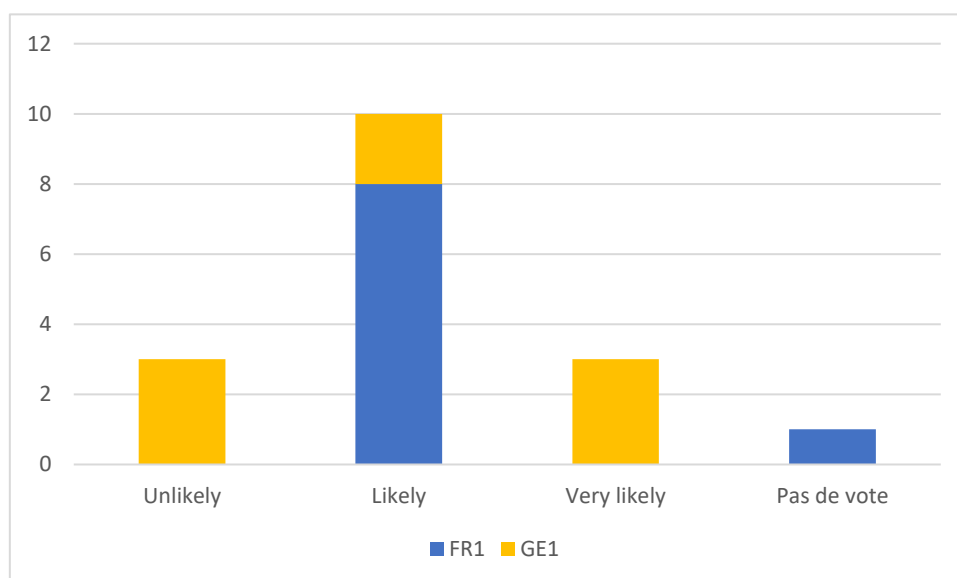


Figure 3: Vote des participants sur la probabilité du scénario AEI

Comme on peut le voir (figure 3), les participants ont répondu de manière presque univoque à cette idée et ont généralement pensé qu'elle s'inscrivait dans les tendances actuelles, car elle reflétait à la fois des objectifs économiques et écologiques.⁷ Alors que dans d'autres scénarios, beaucoup d'inquiétudes concernant la rentabilité ont surgi, celui-ci a semblé apaiser ces sentiments. Les participants l'expliquent en disant que l'AEI représente « *la réconciliation entre l'économie et l'écologie* » (De1.4) : « *mon sentiment, c'est que c'est certainement un modèle qui pourrait être attractif. Je pense qu'économiquement c'est peut-être le modèle qui fait le mieux le lien entre économie et environnement* » (Be1.1). Cette conclusion est peut-être liée au fait que dans l'évaluation d'impact que nous avons présentée, la production laitière n'a pas été affectée à la baisse mais est en hausse (+20%, voir annexe 1). Dans le groupe francophone où l'AEI a été présenté, cela a donné lieu à un débat

⁷ Les trois personnes qui ont voté le scénario comme " improbable " ne sont pas intervenues dans la discussion, bien qu'elles aient été invitées à le faire. C'est un exemple clair des limites des groupes de discussion en ligne, où les participants sont susceptibles de se sentir moins engagés dans la discussion.

sur la validité d'une telle augmentation de la production. La plupart des intervenants ont été séduits par l'idée de produire « autant » mais plus efficacement (Be1.4 ; Fr1.1 ; Fr1.3) tandis que d'autres (Be1.2 ; Fr1.4) ont réfléchi à la question de savoir si « *moins de lait, mieux vendu* » (Fr1.4) conduirait à terme à une situation plus confortable pour les éleveurs en termes de rentabilité, de charge de travail et d'image. Néanmoins, comme la baisse de productivité n'est pas vue comme étant sécurisante, ces mêmes personnes ont convenu que « *le monde est d'accord pour effectivement faire plus, faire plus, faire plus. Toute la profession, en fait, est d'accord* » (Fr1.4). Dans le groupe germanophone, produire plus et de manière plus efficace « *a du sens* » (De1.5) car cela résonne avec l'intérêt de la sécurité alimentaire (voir point 5) face aux changements démographiques et aux catastrophes écologiques à venir (De1.1).

On peut néanmoins s'étonner que la charge de travail chez les agriculteurs, les pressions politiques et du marché, qui étaient fortement présentes dans les autres scénarios, ne soient pas apparues comme des obstacles pour ce scénario. Pourtant, ce modèle, comme le souligne Be1.4, nécessiterait de prendre la direction d'une agriculture de précision :

« (...) pour améliorer l'efficacité d'utilisation de ces fourrages, il faut en connaître la valeur qualitativement et quantitativement, et donc il va falloir avoir à disposition tout ce qui permettrait de mieux ajuster les rations par rapport à ces valeurs de fourrages qui sont, par définition, variables (...) ce qui fait que mieux connaître cette variabilité permettrait probablement, dans le cadre de cette agriculture plus efficiente (...) d'y arriver. Et donc ça passera par une espèce d'élevage de précision, en fait (...). »

Comme le dit De1.5, en atteignant un certain niveau de précision dans les processus de production, nous serons en mesure de montrer des résultats en termes d'impact environnemental. Ce type de discours s'aligne sur les valeurs marketing de l'économie verte : « *Les industriels du commerce alimentaire demandent déjà combien d'émissions de méthane nous produisons par kg de ECM [energy corrected milk, lait corrigé sur la matière utile]* », et ils continueront à vouloir plus d'informations telles que « *l'efficacité du phosphore* » et « *l'efficacité de l'utilisation de l'azote* ». Cette stratégie est un moyen de capitaliser sur les réductions d'émissions et c'est ainsi que les participants associent l'efficacité écologique à l'efficacité économique et à la rentabilité. Cette situation est préoccupante d'un point de vue environnemental, car il est de plus en plus clair dans la littérature scientifique que l'on peut douter des capacités de régulation des marchés à mitiger efficacement les changements climatiques (Jackson, 2009 ; Aubertin, 2012 ; Karsenty, 2013).

Au-delà des préoccupations durables, il n'en reste pas moins que ce type d'agriculture de précision nécessite beaucoup de travail, d'adaptation et d'investissements, des sujets qui n'ont pas été abordés dans ce scénario (Meuret et al., 2013 ; Hostiou, 2017 ; Compagnone et al., 2018). En effet, nous avons établi dans les autres scénarios qu'il y avait une forte réticence de la part des participants à rajouter une responsabilité personnelle et sociale sur les éleveurs. Or ici, le type de programme d'actions que requiert l'AEI (évaluation de routine, comptabilité rigoureuse, etc.) nécessite également un haut niveau d'adaptation ainsi qu'un transfert de la responsabilité de la pollution sur les éleveurs laitiers. Il existe de nombreuses explications possibles pour cette dissonance, mais l'accent mis sur la rentabilité est clair. On peut donc en déduire une préférence pour une stratégie qu'ils supposent plus sûre financièrement, car conforme à l'intérêt de l'industrie : des productions laitières régulières tout au long de l'année ou des années ainsi que la responsabilité (et le suivi de comptabilité) de l'impact écologique.

« Je pense que c'est plutôt souhaitable d'aller vers ce type de scénario pour pouvoir continuer à produire du lait, peut-être autant qu'aujourd'hui, voire plus qu'aujourd'hui, dans des schémas plutôt, effectivement, responsables écologiquement » (Fr1.1)

6. L'autonomie protéique et la compétition feed-food

La sécurité alimentaire a été une préoccupation constante tout au long des discussions, émergeant à travers les débats autour de la production laitière. Les scénarios d'agriculture biologique et d'autonomie au niveau de la ferme prévoyaient tous deux une baisse des quantités produites. Il n'y a pas eu de consensus définitif sur la question de savoir si cela pouvait être bénéfique ou néfaste pour l'industrie (voir tableau 8), car il est toujours possible d'obtenir de meilleurs prix pour un lait visant la qualité plutôt que la quantité (Fr1.4 ; Be1.2 ; De1.5 ; Be2.4 ; Fr2.2 ; Be2.3). Cependant, selon les participants, il y a deux risques principaux associés à la réduction des niveaux de production : perdre sa place sur le marché mondial (Be2.3 ; Fr2.2 ; « *Parce qu'on a des industries qui (...) ont besoin de lait, de toute manière. Donc si c'est importer du lait, on ne sera pas gagnants non plus, donc c'est l'équilibre à ce niveau-là qu'il faut réfléchir par rapport au monde industriel* », Be2.3) et l'insécurité alimentaire ou « *nourrir le monde* » (De1.4) face à « *la diminution des terres disponibles pour la production alimentaire* » (De1.1).

Tableau 8: Références contextualisées des niveaux de production laitière (en diminution ou en augmentation) en tant qu'obstacles ou opportunités.

	A : Barrières	B : Opportunités
1 : Diminution de la production	14	11
2 : Augmentation de la production	9	6

Comme les participants étaient partagés entre ces deux approches, le maintien du *statu quo* semble également être une possibilité (Fr1.3 ; Be2.3 ; Lu1.2 ; Lu2.6). Pour maintenir les niveaux actuels de production laitière et l'autonomie protéique, les légumineuses et autres protéagineux peuvent être envisagés comme solution dans les zones où le pâturage extensif n'est pas praticable. Cependant, cette utilisation de terres arables, qui pourraient être utilisées pour la consommation humaine (comme le blé), est également critiquée et conduit à un conflit potentiel entre l'autonomie d'approvisionnement en aliments pour animaux et la sécurité alimentaire (sur cette question, voir plus d'informations dans le livrable 9.1), soit la « *compétition feed-food* ». « *Pourquoi les légumineuses ou les pois poussent-ils pour les vaches alors qu'on pourrait faire pousser du blé pour les humains ?* » (De2.1). Avec l'augmentation de la population mondiale et de la demande de produits animaux, en particulier dans les pays en développement, la question de la concurrence entre les aliments pour animaux et les denrées alimentaires est cruciale.

D'où la question suivante : comment améliorer à la fois l'autonomie protéique et la compétition *feed-food* ? Plusieurs possibilités sont apparues au cours des discussions.

Tout d'abord, les pâturages ne sont pas « *compétitifs avec les cultures arables* » (Lu2.6), et réduisent la compétition *feed-food*, puisqu'il n'y a pas d'utilisation alternative. Un certain nombre de participants préconisent donc de mieux préserver et d'utiliser efficacement les prairies permanentes (Be1.2 ; Be1.5 ; Lu2.6 ; Lu2.7), ce qui permet aussi de limiter l'érosion des sols plus importante sur les zones de cultures (Be1.5). Les autres solutions évoquées pour diminuer cette compétition et améliorer l'autonomie protéique sont la réduction des troupeaux et les interactions culture-élevage. La question de la réduction des troupeaux a été soulevée d'une part suite à la baisse des productions fourragères

lors de la sécheresse de ces dernières années (De1.6), et de l'autre pour répondre aux objectifs climatiques (Lu2.6). Si une réduction du troupeau pourrait induire une moindre compétition *feed-food*, elle n'est pas garantie. C'est particulièrement le cas lorsque l'on tente de maintenir les niveaux actuels de production laitière, ce qui implique d'augmenter la distribution d'aliments concentrés, comme le suggère Lu2.6 (« *Les exploitations existantes doivent essayer de réduire le nombre d'animaux tout en gardant des rendements ou des quantités de lait stables, si possible. Mais le nombre d'animaux doit être réduit* »).

En revanche, les interactions entre culture et élevage, comme la promotion du transfert des effluents d'élevage, pourraient améliorer la production alimentaire tout en maintenant la production de fourrages dans les zones herbagères et en améliorant l'autonomie régionale globale. « *On a des zones où on ne fait que de l'élevage, où on ne peut faire que de l'élevage, et on produit ces effluents d'élevage. Il y a des zones où on ne peut faire des cultures. Et on peut avoir cette autonomie à cette échelle-là, entre exploitation différentes, en fait.* » (Be1.4).

Malgré ces opportunités, il faut souligner une troisième utilisation des terres arables qui a été citée : la production de carburant - orientant ainsi le débat de la compétition *feed-food* vers la compétition entre l'alimentation animale et l'alimentation en carburant, ajoutant la production de carburant comme une autre pièce du puzzle de la compétition (ou pression) foncière. Outre l'utilisation des terres arables pour la production de maïs, les coproduits énergétiques qui peuvent équilibrer l'alimentation à base d'herbe (Fr1.4) sont également utilisés pour la biométhanisation (Be1.4 ; Fr1.4). Par conséquent, l'alimentation humaine entre en concurrence non seulement avec l'alimentation animale, mais aussi avec la production de carburant.

7. Conclusion

Cette étude a pu réunir des acteurs du secteur bovin laitier de différentes régions de Belgique (provinces de Liège et du Luxembourg), d'Allemagne (Sarre et Rhénanie-Palatinat), de France (Lorraine) et du Luxembourg. Répartis en quatre groupes de discussion, des conseillers, représentants, chercheurs, enseignants, entrepreneurs, consultants et employés de l'industrie marchande ont eu l'occasion de partager leurs perspectives et leurs expériences par rapport à des scénarios contrastés. Ces scénarios, évaluant l'impact de diverses tendances du paysage agricole de la Grande Région en termes d'autonomie protéique, ont été utilisés comme outils de support interactifs. Les participants ont pris connaissance des résultats et ont partagé leurs perceptions sur la pertinence de l'autonomie protéique et des scénarios. A partir de ces discussions, nous avons pu reconstruire les discours suivants:

- *Parce que la durabilité environnementale et la résilience économique doivent être au premier plan des transitions agricoles (1) ;*
- *L'autonomie protéique est un objectif politiquement pertinent (2) ;*
- *Cela peut être poursuivi au niveau de la ferme si les conditions pédoclimatiques ainsi que la structure de l'exploitation et le statut financier (y compris les subventions appropriées) le permettent (3) ;*
- *Mais comme ces conditions ne peuvent pas être garanties dans toute la Grande Région et que la dépendance financière aux subventions doit être limitée, l'autonomie protéique doit aussi être recherchée au niveau régional (4).*

En effet, au cours de cette étude, nous avons perçu qu'il y avait une grande réticence à mettre en œuvre des transitions structurelles profondes au niveau des exploitations. Les experts ont fait part de la pression que les changements politiques constants avaient sur les éleveurs au fil du temps. Les critiques vis-à-vis des pressions à se conformer visaient principalement les questions de durabilité et des préoccupations éthiques du public, tandis que la technicité croissante de l'agriculture n'a pas été considérée comme une pression dans les groupes de discussion. Cela peut s'expliquer par l'échantillonnage des groupes de discussion, qui comprenaient principalement des experts techniques et n'incluaient pas de décideurs politiques, d'agriculteurs ou d'organisations de la société civile (CSOs). Toutefois, étant donné que la rentabilité était une préoccupation dominante dans tous les scénarios, il n'est pas illogique que l'efficacité et l'agriculture de précision suscitent moins de débat. L'autonomie par l'efficacité est une voie qui s'appuie sur les succès et les échecs préexistants plutôt qu'un changement complet de pratiques et de construction des connaissances. C'est l'attrait des solutions à portée de main (*low-hanging fruit opportunities*).

Un raisonnement similaire apparaît lorsque l'on considère l'autonomie au niveau de la Région. Si davantage de liens peuvent être établis entre des industries ou des entités préexistantes, il n'est pas nécessaire de réévaluer et de transformer fondamentalement les processus de production. S'il existe un potentiel perçu comme « inexploité » dans une économie locale ou régionale, comme l'a illustré l'industrie des coproduits, nous devrions sans aucun doute saisir l'occasion. Néanmoins, dans ce cas, le marché des coproduits est déjà surchargé et ne pourrait pas supporter le poids des demandes actuelles en protéines.

Les participants ont manifestement exprimé le besoin d'alléger la responsabilité de la transition des systèmes agricoles vers les autorités publiques et/ou les forces du marché. Si une transformation doit avoir lieu vers plus d'autonomie protéique et de résilience économique à un niveau régional, il ne devrait pas s'agir d'un processus « autonome », et un soutien durable et stable de ces institutions semble nécessaire.

8. Bibliographie

- Agnolucci, P., & De Lipsis, V. (2020). Long-run trend in agricultural yield and climatic factors in Europe. *Climatic Change*, 159(3), 385-405.
- Aubertin, C. (2012). L'économie verte, avatar du développement durable. *Natures Sciences Sociétés*, 20, 1-2. <https://www.cairn.info/revue--2012-1-page-1.htm>.
- Baker, L., Castilleja, G., De Groot Ruiz, A., & Jones, A. (2020). Prospects for the true cost accounting of food systems. *Nature Food*, 1(12), 765-767.
- Barbour, R. (2008). *Doing focus groups*. Sage
- Baribeau, C., & Germain, M. (2010). L'entretien de groupe: considérations théoriques et méthodologiques. *Recherches qualitatives*, 29(1), 28-49.
- Bignebat, C., Delame, N., Hugonnet, M., Legagneux, B., Nguyen, T. D. P., & Piet, L. (2019). Trois tendances structurantes: concentration, sous-traitance et diversification des exploitations.
- Boiral, O. (2005). Concilier environnement et compétitivité, ou la quête de l'éco-efficience. *Revue française de gestion*, (5), 163-186.
- Bonny, S. (2010, June). L'intensification écologique de l'agriculture: voies et défis. In *ISDA 2010* (pp. 11-p). Cirad-Inra-SupAgro.
- Compagnone, C., Lamine, C., & Dupré, L. (2018). La production et la circulation des connaissances en agriculture interrogées par l'agro-écologie. De l'ancien et du nouveau. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 12(12-2).
- Domínguez Sánchez-Pinilla, M. (2010). Formats des groupes et types de discussion dans la recherche sociale qualitative. *Recherches qualitatives*, 29(1), 50-68.
- European Commission (2019, 11 December). *The European Green Deal*. Brussels: Office for Official Publications of the European Communities.
- Goffman, E. (1961). *Encounters: Two studies in the sociology of interaction*. Ravenio Books
- Griffon, M. (2013). *Qu'est ce que l'agriculture écologiquement intensive?*. Editions Quae.
- Guyomard, H., Bureau, J. C., Chatellier, V., Détang-Dessendre, C., Dupraz, P., Jacquet, F., ... & Tysebaert, M. (2020). *The Green Deal and the CAP: policy implications to adapt farming practices and to preserve the EU's natural resources* (Doctoral dissertation, UMR 1302 UMR INRAe/AGROCAMPUS OUEST: Structures et Marchés Agricoles, Ressources et Territoires, Centre de recherche Bretagne, Normandie, 35011 RENNES CEDEX, FRA).
- Hammelmann, C., Shoffner, E., Cruzat, M., & Lee, S. (2022). Assembling agroecological socio-natures: a political ecology analysis of urban and peri-urban agriculture in Rosario, Argentina. *Agriculture and Human Values*, 39(1), 371-383

- Hendriks, S., de Groot Ruiz, A., Acosta, M. H., Baumers, H., Galgani, P., Mason-D'Croz, D., ... & Watkins, M. (2021). The true cost and true price of food. *Science and Innovations*, 357.
- Hostiou, N., Fagon, J., Chauvat, S., Turlot, A., Kling-Eveillard, F., Boivin, X., & Allain, C. (2017). Impact of precision livestock farming on work and human-animal interactions on dairy farms. A review. *Biotechnologie, Agronomie, Société et Environnement/Biotechnology, Agronomy, Society and Environment*, 21(4), 268-275.
- Hydén, L. C., & Bülow, P. H. (2003). Who's talking: drawing conclusions from focus groups—some methodological considerations. *Int. J. Social Research Methodology*, 6(4), 305-321
- Jackson, T. (2009). *Prosperity without growth ? The transition to a sustainable economy (report of the Sustainable Development Commission)*. Routledge.
- Julien, P.-A., Lamonde, P. & Latouche, D. (1975). La méthode des scénarios en prospective. *L'Actualité économique*, 51(2), 253–281. <https://doi.org/10.7202/800621ar>
- Karsenty, A. (2013). De la nature des «paiements pour services environnementaux». *Revue du MAUSS*, (2), 261-270.
- Krueger, R. A. (1997). *Developing questions for focus groups* (Vol. 3). Sage Publications
- Madelrieux, S., Buclet, N., Lescoat, P., & Moraine, M. (2017). Écologie et économie des interactions entre filières agricoles et territoire: quels concepts et cadre d'analyse?. *Cahiers Agricultures*, 26(2), 24001.
- Merton, R. K., & Kendall, P. L. (1946). The focused interview. *American journal of Sociology*, 51(6), 541-557.
- Merton, R. K. (2008). *Focused interview*. Simon and Schuster.
- Meuret, M., Tichit, M., & Hostiou, N. (2013). Elevage et pâturage «de précision»: l'animal sous surveillance électronique. *Le Courrier de l'environnement de l'INRA*, 63(63), 13-24
- Montanarella, L., & Panagos, P. (2021). The relevance of sustainable soil management within the European Green Deal. *Land use policy*, 100, 104950.
- Morgan, D. L. (2018). *Basic and advanced focus groups*. Sage Publications.
- Moscovici, S., & Faucheux, C. (1972). Social influence, conformity bias, and the study of active minorities. In *Advances in experimental social psychology* (Vol. 6, pp. 149-202). Academic Press.
- Prévost, P., Capitaine, M., Gautier-Pelissier, F., Michelin, Y., Jeanneaux, P., Fort, F., ... & Josien, É. (2014). Le terroir, un concept pour l'action dans le développement des territoires. *VertigO: la revue électronique en sciences de l'environnement*, 14(1).
- Robinson, G. M. (2018). Globalization of agriculture. *Annual Review of Resource Economics*, 10, 133-160.
- Van der Ploeg, J. D., & Jingzhong, Y. (2016). The rise of capitalist modes of farming. In *China's Peasant Agriculture and Rural Society* (pp. 117-139). Routledge.
- Van der Ploeg, J. D. (2018). *The new peasantries: rural development in times of globalization*. Routledge

Annexe 1: Impact des scénarios

	Agriculture capitaliste		Agriculture écologiquement intensive		Agriculture biologique		Farm-level autonomy	
Production laitière	+15%	Modèle orienté vers la productivité.	+20%	Fermes plus efficiente et produisent donc plus sur une surface équivalente.	-10%	Dont une part plus importante de lait BIO	-15%	Réduction importante de la production de lait.
Coûts de production (/kg de lait)	-4%	Productivité couplée avec une baisse du coût d'une unité produite.	-10%	Minimisation des coûts qui peut être liée à la réduction des coûts d'intrants, grâce à l'efficience technique.	+1%	Les coûts variables sont moins élevés (intrants, vétérinaires), mais les coûts fixes sont plus élevés (certification, mécanisation, ...).	-4%	Consommation réduite (qui s'accompagne souvent d'une déspecialisation et d'une diversification)
Utilisation de concentrés	+20%	Productivité couplée avec une baisse du coût d'une unité produite.	+10%	Augmentation de concentrés moins importante que le la production laitière	-15%	Diminution de la quantité de concentrés. Mais augmentation des concentrés biologiques..	-40%	Diminution de l'utilisation de concentrés plus importante que le la production laitière
Importations de soja	+10%	Modèle orienté vers les marchés (extérieurs)	0%	Augmentation de la production sans augmentation ou diminution significative des importations.	-20%	Réduction associée à une diminution des concentrés protéiques.	-40%	Réduction associée à une diminution des concentrés protéiques.
GES (kg eqCO2/kg lait)	=	Pas de changements notables par litre de lait mais une augmentation globale liée à l'augmentation de la production	-20%	Réduction importante des émissions par litre de lait mais un statut-quo global lié à l'augmentation de la production	=	Pas de changements notables par litre de lait mais une diminution globale liée à la diminution de la production.	=	Pas de changements notables par litre de lait mais une diminution globale liée à la diminution de la production.
Utilisation de terre arable	-5%	Cette diminution n'est pas significative en prenant en compte la marge d'erreur. Mais une diminution des SAU destinées au lait peut être expliquée par la spécialisation de la production et l'augmentation d'imports d'intrants	+5%	Cette augmentation n'est pas significative, mais une diminution des SAU destinées au lait peut être expliquée par l'utilisation de concentrés.	=	Utilisation des terres arables similaire à aujourd'hui mais potentiellement relocalisée	+15%	Risque d'utilisation de plus de terres arables en GR pour une production plus faible.

Annexe 2 : Invitations

Contact : Romane Vanhakendover
r.vanhakendover@cra.wallonie.be

24 janvier | 24 février
2022

<https://www.autoprot.eu/fr/>

Interreg 
Grande Région | Großregion
AUTOPROT



Améliorer l'autonomie protéique dans la Grande Région 4 scénarios mis en débat

Il apparaît de plus en plus nécessaire en Europe de renforcer les marchés locaux et sécuriser un meilleur niveau d'autonomie dans notre production agricole. La crise sanitaire qui a commencé en 2020 ne fait qu'accroître ce sentiment général qu'une sécurité alimentaire régionale est encore à mettre en œuvre. En cela, regagner un contrôle sur notre consommation passe par la construction d'un marché qui n'est pas marqué par la dépendance aux chaînes de production internationales et par une certaine autonomie des filières agricoles régionales.

Dans ce contexte et dans le cadre du projet INTERREG AUTOPROT, notre cas d'étude est celui de la filière laitière dans la Grande Région afin de comprendre comment une amélioration de l'autonomie protéique peut être envisagée dans ce secteur. Pour répondre à cette question, quatre scénarios ont été établis afin d'éclairer les différentes voies susceptibles de se développer en fonction des tendances politiques, techniques et sociales actuelles dans un cadre d'analyse des interactions entre filières agricoles et le territoire. Pour construire ces scénarios, le projet AUTOPROT a préalablement sélectionné des « innovations » susceptibles de reconfigurer le secteur et d'améliorer son autonomie protéique, des avancées modifiant les itinéraires agricoles, que ce soit à travers des techniques alternatives, ou l'introduction de produits. Sur cette base différents modèles agricoles ont été identifiés : l'agriculture capitaliste, l'eco-efficiency, l'agriculture biologique et l'agriculture paysanne. Ces quatre scénarios représentent des développements techniques et sociologiques qui exploreront comment de tels changements de paradigme pourront affecter l'autonomie protéique mais aussi le secteur, l'économie et l'environnement, de façon plus globale.

Afin de mettre en perspective à la fois ces impacts sur le secteur et les leviers et barrières à la mise en œuvre d'une certaine autonomie protéique, nous organisons des focus groups d'experts. Vous aurez alors l'occasion de confronter vos idées et opinions avec les différents acteurs des filières laitières : décideurs politiques, associations agricoles, conseillers, ONG, acteurs de la production, transformation et distribution, et d'autres encore.



IN DEUTSCH

27. Januar | 21. Februar
2022

IN FRANZÖSISCH

24. Januar | 24. Februar
2022

Kontakt: Christiane Reif
christiane.reif@lwk-rfp.de

Interreg 
Grande Région | Großregion
AUTOPROT
Projet européen de coopération territoriale (PACT) - Grand Région / Großregion



Verbesserung der Eiweißautarkie in der Großregion 4 Szenarien in der Diskussion

In Europa scheint es immer notwendiger zu werden, lokale Märkte zu stärken und ein höheres Level an Autonomie in unserer landwirtschaftlichen Produktion sicherzustellen. Die Gesundheitskrise, die 2020 begann, verstärkt nur das allgemeine Gefühl, dass eine regionale Lebensmittelsicherheit erst noch umgesetzt werden muss. Die Kontrolle über unseren Konsum wiederzugewinnen erfordert den Aufbau eines Marktes, der nicht von der Abhängigkeit internationaler Produktionsketten geprägt ist, sondern durch eine sichere Autonomie der regionalen landwirtschaftlichen Produktionszweige.

In diesem Zusammenhang und im Rahmen des INTERREG-Projektes AUTOPROT untersuchen wir die Milchproduktion in der Großregion, um zu verstehen, wie eine Verbesserung der Eiweißautonomie in diesem Sektor ins Auge gefasst werden kann. Zur Beantwortung dieser Frage wurden vier Szenarien erarbeitet, um die verschiedenen Entwicklungswege zu beleuchten, die sich je nach aktuellen politischen, sozialen und technischen Trends entwickeln könnten, und zwar im Rahmen einer Analyse der Wechselwirkungen zwischen landwirtschaftlichen Produktionszweigen und dem Territorium. Um diese Szenarien zu erstellen, hat das AUTOPROT-Projekt zuvor "Innovationen" ausgewählt, die den Sektor umgestalten und seine Proteinautonomie verbessern können. Darunter sind Fortschritte durch alternative Techniken oder die Einführung von Produkten zu verzeichnen. Auf dieser Grundlage wurden verschiedene Modelle identifiziert: kapitalistische Landwirtschaft, Ökoeffizienz, ökologischer Landbau und bäuerliche Landwirtschaft. Diese vier Szenarien stellen technische und soziologische Entwicklungen dar, die untersucht werden, wie solche Paradigmenwechsel die Eiweißautonomie, aber auch den Sektor, die Wirtschaft und die Umwelt beeinflussen können.

Um sowohl die Auswirkungen auf den Sektor als auch die Hebel und Hemmnisse für die Umsetzung einer gewissen Proteinautonomie in Relation zu setzen, organisieren wir Fokusgruppen von Experten. Sie haben die Möglichkeit, ihre Ideen und Meinungen mit den verschiedenen Akteuren der Milchwirtschaft, mit politischen Entscheidungsträgern, Landwirtschaftsverbänden, Beratern, Akteuren der Produktion, Verarbeitung und Vermarktung und vielen anderen zu diskutieren.

SPIGVA
Centre de Service du SPICIN Luxembourg


**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
MOSELLE

 **CONVIS**


elevéo
association pour le
développement de l'élevage



 **Wallonie
recherche
CRA-W**

 **Landwirtschaftskammer
Saarland**


**INSTITUT DE
L'ÉLEVAGE IDELE**


**Landwirtschaftskammer
Rheinland-Pfalz**


**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
VOSGES

Annexe 3 : Echantillon

<i>Pays d'activités</i>	<i>Groupe</i>	<i>Code</i>	<i>Type d'activités⁸</i>	<i>Organisation ou entreprise</i>
Belgium	FR1	Be11	(1)	Fédération wallonne de l'agriculture
Belgium	FR1	Be12	(2)	Service public de Wallonie
Belgium	FR1	Be13	(1)	Fourrages Mieux
Belgium	FR1	Be14	(2)	Centre wallon de recherches agronomiques (CRA-W)
Belgium	FR1	Be15	(1)	NatAgriWal
Belgium	FR2	Be21	(1)	Collège des Producteurs
Belgium	FR2	Be22	(2)	UCLouvain, Fugéa
Belgium	FR2	Be23	(2)	Centre wallon de recherches agronomiques (CRA-W)
Belgium	FR2	Be24	(1)	Fourrage Mieux
Germany	GE1	De11	(2)	DLR Eifel
Germany	GE1	De12	(3)	ForFarmers
Germany	GE1	De13	(1)	Chambre d'Agriculture Rhineland-Palatinat (LWK RLP)
Germany	GE1	De14	(3)	OVID
Germany	GE1	De15	(2)	LVAV Hofgut Neumühle
Germany	GE1	De16	(1)	Chambre d'Agriculture Rhineland-Palatinat (LWK RLP)
Germany	GE2	De21	(3)	Hochwald Foods GmbH
Germany	GE2	De22	(1)	Association des Chambres d'Agriculture (Verband der Landwirtschaftskammern)
Germany	GE2	De23	(1)	Chambre d'Agriculture Saarland (Landwirtschaftskammer Saarland)
France	FR1	Fr11	(2)	Institut de l'Elevage
France	FR1	Fr12	(2)	Chambre régionale d'Agriculture Grand Est, projet Arpège
France	FR1	Fr13	(3)	Sodiaal Centre-Est
France	FR1	Fr14	(3)	Pollen
France	FR2	Fr21	(3)	NEALIA
France	FR2	Fr22	(2)	ENSAIA, Université de Lorraine, projet Arpège
France	FR2	Fr23	(1)	Chambre d'Agriculture des Vosges
France	FR2	Fr24	(1)	Chambre d'Agriculture de la Moselle
Luxembourg	GE1	Lu11	(1)	Chambre d'Agriculture Luxembourg (Landwirtschaftskammer Luxemburg)
Luxembourg	GE1	Lu12	(3)	VERDIS S.A.
Luxembourg	GE2	Lu21	(2)	CONVIS
Luxembourg	GE2	Lu22	(2)	Lycée Technique Agricole (LTA)
Luxembourg	GE2	Lu23	(2)	Lycée Technique Agricole (LTA)
Luxembourg	GE2	Lu23	(1)	Administration des Services Techniques de l'Agriculture (ASTA), Abteilung Tierproduktion
Luxembourg	GE2	Lu25	(1)	Service d'Economie Rurale (SER)
Luxembourg	GE2	Lu26	(2)	Administration des Services Techniques de l'Agriculture (ASTA), Abteilung Bodenkunde
Luxembourg	GE2	Lu27	(1)	Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Abteilung PAN-Bio

⁸ (1) Recherche/éducation (universitaire, secteur public) ; (2) Conseillers, représentants ; (3) Industrie (approvisionnement, transformation, distribution)



AutoProt est une coopération de 10 partenaires :

CONVIS Société Coopérative, Luxembourg

Lycée Technique Agricole. Luxembourg

Institut de l'Elevage, France

Chambre d'Agriculture de la Moselle, France

Chambre d'Agriculture des Vosges, France

Centre Wallon de Recherches Agronomiques, Belgique

Association Wallonne de l'Élevage asbl (AWE asbl) Belgique

Centre de Gestion du SPIGVA ASBL, Belgique

Landwirtschaftskammer für das Saarland, Allemagne

Landwirtschaftskammer Rheinland-Pfalz, Allemagne